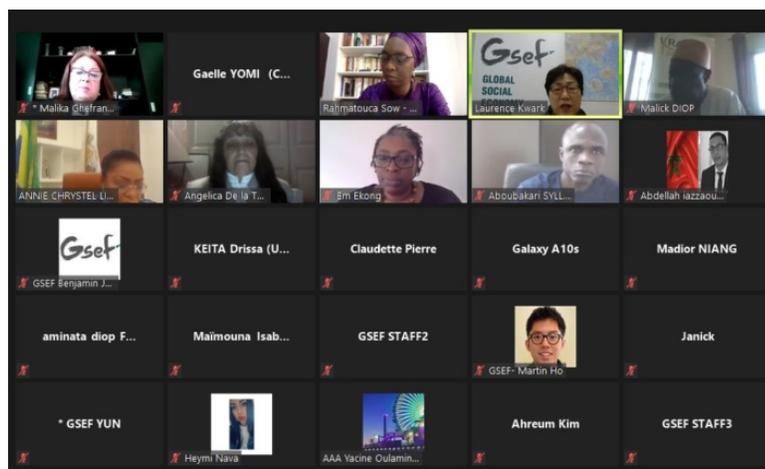


Vous êtes ici : Accueil / French News / L'Economie Sociale et Solidaire au centre de l'agenda du REFELA, un Lev...

## L'Economie Sociale et Solidaire au centre de l'agenda du REFELA, un Levier pour l'autonomisation des femmes en Afrique

Le 23 octobre 2020, le Réseau des Femmes Elues Locales d'Afrique (REFELA) a organisé une session portant sur **"L'économie sociale et solidaire au centre de l'Agenda du REFELA, un levier pour l'autonomisation des femmes en Afrique"**, dans le cadre du Forum virtuel Mondial de l'Economie Sociale (GSEF) tenu du 19 au 23 octobre 2020.



Une cinquantaine de participants ont pris part à la session qui a enregistré les allocutions d'ouvertures de : **Mme Annie Chrystel LIMBOURG IWENGA**, Maire Adjointe au maire de Libreville-Gabon, Membre du Caucus REFELA, pour l'Afrique Centrale, représentante de la président

du REFELA, **Mme Macoura Dao**, **Mme Rahmatouca Sow**, Conseillère aux affaires politiques et relations internationales, à CGLU Afrique, représentante du secrétaire général, **M. Jean Pierre Elong Mbassi**, et **Mme Laurence Kawark**, Secrétaire Général de Forum Mondial de l'Economie Sociale (GSEF).

**Mme Annie Chrystel LIMBOURG IWENGA**, a souligné dans son message le fait que l'entreprenariat sociale est un phénomène en forte émergence qui répond particulièrement aux besoins sociaux non satisfait et aux limites des politiques publiques traditionnelles dans le domaine social et de l'emploi. *« Rappelons que le REFELA a inscrit au centre de son Agenda, non seulement le lancement mais également la mise en œuvre et le suivi de la "Campagne des villes africaines favorables à l'autonomisation économique des femmes" ».*

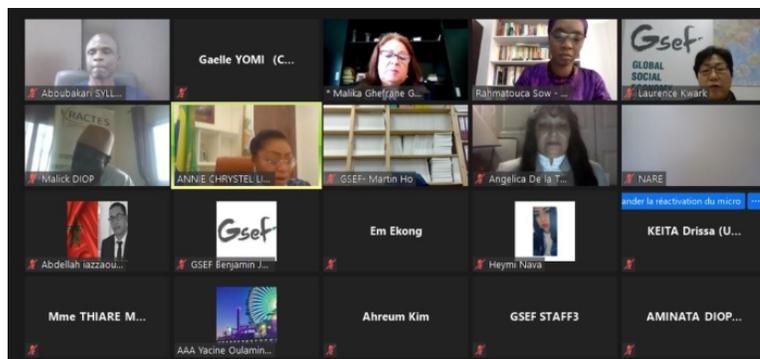


Rejoignez UCLGA

*économique locale à la hauteur de leur potentialité » a-t-elle confiée.*

Ce point de vue est partagé par **Mme Rahmatouca Sow**. « Le REFELA soutien plus que jamais la réalisation des ODD 4 & 5 et invite instamment tous *les gouvernements nationaux, sous nationaux et locaux ainsi que tous les acteurs à soutenir la réalisation de ces objectifs. Ce forum se déroule dans un contexte de pandémie mondiale qui a montré combien nos économies sont fragiles, inégalitaires, non inclusives. Cette crise économique et sociale touche particulièrement les femmes. Nous ne surmonterons pas la crise en relançant la croissance mais en changeant de paradigme économique, en osant une pluralité de modèles alternatifs et endogènes. Il semble pertinent de voir comment l'économie sociale et solidaire peut se positionner par rapport à ces enjeux et faire partir des solutions et des alternatives aux modèles dominants et traditionnels. Investir dans l'entrepreneuriat féminin en Afrique est un investissement fort de sens. 26% de femmes en âge de travailler en Afrique se lance dans la création d'entreprise, mais seulement 4% des femmes entrepreneurs accèdent à un prêt bancaire. Il nous faut impérativement soutenir ces femmes sur le chemin du succès car elles sont les actrices incontournables du développement économique durable en Afrique. Engageons-nous à former des nouvelles alliances entre les générations, les territoires urbains, ruraux, métropolitains* », plaide Mme Sow.

**Mme Laurence Kawark**,  
Secrétaire Général de Forum  
Mondial de l'Economie Sociale  
(GSEF) a remercié « *CGLU Afrique de prendre part via le REFELA à ce forum mondial virtuel sous le thème : grands défis, plus de solidarité, le pouvoir de la*



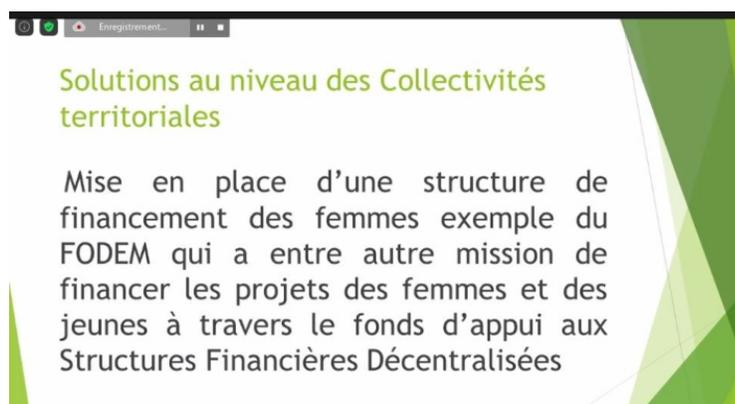
*communauté, l'économie sociale et solidaire comme une transformation. Cette session du REFELA est une initiative que je tiens à féliciter comme une mise en œuvre de l'engagement du REFELA depuis le sommet Africités de Novembre 2018. Je suis convaincue que l'ESS sera un levier efficace pour garantir l'autonomisation économique des femmes en Afrique. L'Afrique est aujourd'hui à la croisée des chemins. Les pays africains génèrent plus de ressources qu'ils pourront investir dans les infrastructures et le développement humain. Mais avec une croissance démographique importante, comment assurer une répartition équitable de la*



Rejoignez UCLGA

*une stratégie résiliente et très efficace pour répondre à toutes les crises économiques et sociales comme la crise de 2008 et la crise actuelle de COVID19. La stratégie de développement de l'Afrique doit venir à travers de l'autonomie des femmes africaines pour relever ces défis majeurs. Les femmes maires doivent jouer un rôle moteur ».*

Les participants/es ont bénéficié **à travers une courte vidéo**, d'un partaged'expériences et d'actions d'ESS, par Mme le **Maire Macoura Dao Coulibaly**, Présidente du REFELA, de soutien à des associations de femmes de sa commune Fombolo de la Côte d'Ivoire. Suite à ce témoignage vivant, **Dr Malika Ghefrane Giorgi**, Conseillère spéciale du REFELA, a précisé qu'il est question de faire confiance aux femmes et à leur potentiel économique et à leurs capacités d'activités reconnues élevées en Afrique, pour ne pas les cantonner dans les petits projets et petites activités génératrices de revenus (AGR), qui restent plutôt de subsistances et de portée limitée pour garantir leur effective autonomisation et le développement de leur leadership dans l'économie de leurs villes et communes. Tel est l'un des objectifs de la **"Campagne des villes africaines favorables à l'autonomisation économique des femmes"**, documentée et référencée à travers le Rapport analytique de la situation à l'échelle de l'Afrique publié, [ici](#). Un appel est ainsi fait l'adresse des villes africaines pour adhérer nombreuses à cette Campagne, afin de créer un mouvement mobilisateur en faveur de l'autonomisation économique des femmes d'Afrique (formulaire d'adhésion disponible [ici](#)).



Le sous thème « **Lever les obstacles au développement de l'entrepreneuriat féminin dans le domaine de l'ESS en Afrique** » a été développé par **M. Cheick Gueye**, Maire de la commune de Dieuppeul-Derklé et 1er adjoint au Maire de Dakar, Sénégal.

Parmi les obstacles qui freinent l'entrepreneuriat féminin figurent les pesanteurs socio-économique, le faible niveau d'instruction, l'accès difficile aux facteurs de productions (la terre, les équipements), les obstacles au niveau des banques avec le taux d'intérêt élevé qui constitue un accès limitatif. Comme solution, l'édile locale propose la mise en place d'un fonds national de financement de l'entrepreneuriat féminin au niveau de l'Etat. Pour les



Rejoignez UCLGA

décentralisées.

**M. Sergio Castanar**, Coordonnateur, Fédération des municipalités Andalouses–FAMSI-Espagne, a exposé sur la coopération Nord-Sud dans le domaine de la promotion de l'entrepreneuriat féminin : le cas du partenariat REFELA/CGLU Afrique et FAMSI-Espagne, en faveur de l'autonomisation des femmes au niveau local. Dans la collaboration entre les municipalités andalouses et celles du Maroc, une approche « des chantiers écoles pour les femmes » a été initié. Le projet consistait à former les femmes pour des métiers généralement réservés aux hommes comme la maçonnerie, le jardinage. Il a été mis en œuvre à Chefchaouen et à Tetaoun. Ces chantiers écoles cassent ces barrières de stéréotypes.

**M. Guatier Brygo**, Directeur du programme Coaching Territorial de CGLU Afrique a fait une présentation traitant du parallèle entre le coaching et l'ESS. « *Le coaching territorial permet d'appuyer les programmes nationaux avec l'ESS. Il améliore le renforcement de la cohésion sociales et réinvente les synergies avec les Collectivités territoriales. Le coaching est un outil qui peut faciliter la mise en œuvre de l'ESS* », a-t-il déclaré.

La phase des contributions a enregistré comme principale recommandation :

-La demande de création d'une banque de l'économie sociale et solidaire. Elle va ainsi répondre aux des besoins des acteurs de l'ESS.

**Mme Laurence Kawark**, Secrétaire Général de Forum Mondial de l'Economie Sociale (GSEF) a souligné que c'est une bonne piste de réflexion en indiquant qu'en « *Ouganda une banque de ce type existe et au Québec il y en a plusieurs banques qui appuient prioritairement les ESS. CGLU Afrique peut voir comment les Collectivités territoriales peuvent porter ce projet dans chaque pays*».

**Mme Rahmatouca Sow** est d'avis que « *Le REFELA doit impulser au niveau locale les définitions de co-création des politiques publiques au niveau de cette thématique de l'autonomisation économique des femmes et de l'économie sociale et solidaire. Le cadre juridique doit être défini pour permettre un cadre favorable et le dernier point est l'encadrement notamment via les finances solidaires* ».



Commission

Rejoignez UCLGA